



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-CYPRIEN

Réf. : 26/CS/CL/SL – NP134

Objet : portant réglementation de la circulation et autorisant l'occupation temporaire du domaine public sur la rue Gambetta

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6 ;

Vu le Code de la route, notamment les articles R.411-5, R.411-8, R.411-20, R.411-25 et R.417-10 ;

Vu Le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu Le Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8e partie) ;

Vu l'arrêté accordant la déclaration préalable de travaux n° 024 396 26 00038 en date du 25 août 2026,

Vu la demande présentée par l'entreprise Futur Bâtiment pour le compte de M. KINADJIAN en date du 29 septembre 2026, sollicitant un dévoiement de la circulation pour la réalisation de travaux de réfection de toiture,

Considérant que les travaux sus visés nécessitent la réglementation temporaire de la circulation afin de permettre le déroulement des opérations dans des conditions satisfaisantes de sécurité et de circulation.

Considérant qu'il appartient au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers de la voirie publique.

ARRETE

Article 1 Périmètre et durée

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux droits de l'immeuble cadastrés AB 393 sis 21 rue Gambetta du dimanche 15 novembre à 16h au samedi 5 novembre 2026.

Article 2 Conditions d'occupation du domaine public

L'entreprise Futur Bâtiment est autorisée à empiéter sur une partie du domaine public pour l'installation d'un échafaudage sur le trottoir aux droits de l'immeuble sus visé.

Article 3 Conditions de circulation

La circulation est déviée sur les 3 places de stationnement conformément au plan ci-après et suivant la signalisation correspondant à la fiche 4-02 du manuel de signalisation temporaire du chef de chantier.



Article 4

Sécurité et accès

Un cheminement dévié sécurisé des passants sur les passages piétons existants aux abords du chantier est mis en place et doit être conforme à la fiche 3-04 du manuel de signalisation temporaire du chef de chantier.

Article 5

Signalisation

La signalisation temporaire est conforme :

- à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967,
- à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8e partie).

Elle est adaptée en permanence aux conditions réelles des travaux et des besoins de sécurisation. Sa maintenance y compris en dehors des heures de travail, et sa dépose seront effectuées par les soins du pétitionnaire et sous son entière responsabilité.

Article 6

Responsabilité

Le pétitionnaire qui est responsable :

- des travaux réalisés
- de la sécurité du chantier,
- de la signalisation,
- de tout dommage causé aux tiers ou au domaine public.

Article 7

Remise en état

Les éléments du domaine public communal ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. Dès l'achèvement des travaux, l'entreprise Futur Bâtiment devra immédiatement enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

Article 8

Mesure de retrait

La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence, pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9

Respect du code de l'urbanisme

La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux dispositions édictées par le code de l'urbanisme.

Article 10

Infractions

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11

Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de Mairie, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-CYPRIEN, le 20 octobre 2026

Le Maire,
Christian SIX



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://telerecours.fr>.

Publié le

Notifié le